

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Flora LABOURIER

Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Il convient de procéder à la création d'une Commission des Concessions en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette commission permanente est compétente pour les procédures d'attribution des contrats de concession définis à l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique, à l'exception des contrats de délégation de service public (dont la compétence relève de la Commission de Délégation de Service Public). Elle est chargée :

- D'analyser les dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- D'émettre un avis sur les offres initiales.
- Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites concessions.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission des Concessions est composée :

- De l'autorité habilitée à signer la concession, le Maire ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- De cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil municipal, il est proposé, en application de l'article D. 1411-5 du CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission des concessions comme suit :

- La liste établie doit être déposée contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 25 novembre 2024 à 17h00 ;
- La liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission des Concessions* » ;
- La liste établie ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants.

Par ailleurs, par délibération n° V2020-072 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a approuvé le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP). Ce règlement a pour objet d'une part, de rappeler les règles applicables à la composition et la compétence de ces commissions et, d'autre part, d'en fixer les règles de fonctionnement. Il est modifié afin d'intégrer les règles applicables à la Commission des Concessions (CC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'une Commission des Concessions permanente au sein de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO), Commission de Délégation de Service public (CDSP) et Commission des Concessions (CC) ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modif Règlement intérieur CAO CDSP VILLE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280705-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

**COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)
COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP)
COMMISSION DES CONCESSIONS (CC)
VILLE DE MONTPELLIER**

TEXTES DE RÉFÉRENCE :

- Articles L1410-3, L1411-2, L 1411-5, L 1411-6, L1414-1 à L1414-4 R 1411-1 à D 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)
- Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi « ELAN »).
- Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (dite loi « Engagement et proximité »)
- Code de la Commande Publique (CCP)

PRÉAMBULE :

- La Commission d'Appel d'Offres (CAO) intervient dans la procédure de passation et d'exécution des marchés publics. Elle a pour rôle de procéder au choix du futur titulaire et de donner un avis sur les projets d'avenants pour certains marchés publics considérés d'une importance particulière par le législateur.

- La Commission de Délégation de Service public (CDSP) est une instance intervenant dans les procédures de délégation de service public. Elle a notamment pour mission de procéder à l'analyse des candidatures, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre, de donner un avis sur les offres des soumissionnaires en vue de la négociation par l'autorité habilitée, de donner un avis sur tous les projets d'avenant entraînant une augmentation supérieure à 5% du montant initial du contrat de concession.

- La Commission des concessions (CC) est une instance intervenant dans les procédures de concessions définies à l'article L. 1121-1 du code de la commande publique à l'exception des contrats de délégation de service public. Elle a notamment pour mission de procéder à l'analyse des candidatures, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre, de donner un avis sur les offres initiales des soumissionnaires en vue de la négociation par l'autorité habilitée, de



donner un avis sur tous les projets d'avenant entraînant une augmentation supérieure à 5% du montant initial du contrat de concession.

La Ville de Montpellier s'est dotée d'une CAO, d'une CDSF et d'une CC permanentes.

Le présent règlement a pour objet de rappeler les règles de composition (Titre I) et de compétence (Titre II) de ces commissions, et de fixer leurs règles de fonctionnement (Titre III).

Table des matières

TITRE I : COMPOSITION DES COMMISSIONS (CAO, CDSP ET CC)	4
Article 1. Membres à voix délibérative.....	4
Article 1.1. Présidence.	4
Article 1.2. Membres titulaires et suppléants.....	4
Article 1.3. Remplacement permanent d'un des membres titulaires ou suppléants.....	5
Article 2. Membres à voix consultative.....	5
TITRE II : COMPETENCE DE LA CAO	6
Article 3. Attribution des marchés publics.	6
Article 3.1 Procédure formalisée.....	6
Article 3.2 Seuils européens	6
Article 4. Avis sur avenant à un marché public.....	6
TITRE III : COMPETENCE DE LA CDSP.....	7
Article 5. Compétences	7
TITRE IV : COMPETENCE DE LA CC	7
Article 6. Compétences	7
TITRE V : FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS (CAO, CDSP ET CC)	8
Article 7. Convocation	8
Article 8. Quorum	9
Article 9. Remplacement provisoire d'un membre élu(e) de la Commission.....	9
Article 10. Remplacement provisoire du/de la président(e) de la Commission.	9
Article 11. Tenue des Commissions à distance.	10
Article 12. Procès-verbal.	10
Article 13. Confidentialité	10
Article 14. Réunions non publiques	10
Article 15. Prévention des conflits d'intérêt	10
Article 16. Dispositions spécifiques aux jurys (pour les procédures de marchés publics uniquement)	11
Article 17. Adoption du règlement intérieur et modifications	12

TITRE I : COMPOSITION DES COMMISSIONS (CAO, CDSP ET CC)

Article 1. Membres à voix délibérative.

Article 1.1. Présidence.

La présidence des commissions revient à l'organe exécutif de la commune de Montpellier. Toutefois, ce dernier est en droit de déléguer, sous sa responsabilité et sa surveillance, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoint(e)s désigné(e) Président(e)/Président(e) suppléant(e)¹ de la Commission.

Cette désignation ne peut intervenir parmi les membres titulaires ou suppléants de la Commission².

Lorsque le/la Président(e) de la Commission ne peut être présent, il ne peut donc se faire représenter par un membre de celle-ci.

Le/la président(e) de la Commission détient une voix prépondérante en cas d'égal partage des voix au moment du vote.

Article 1.2. Membres titulaires et suppléants.

La commission est composée, outre le/la président(e), de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élu(e)s au sein de l'assemblée délibérante au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élu(e)s au sein de l'assemblée communale³.

Seul l'ensemble de ces membres (Président et membres titulaires ou suppléant) ont voix délibérative.

Article 1.3. Remplacement permanent d'un des membres titulaires ou suppléants.

En cas de défection de l'un des membres, il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire par le suppléant inscrit sur la même liste, et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste. Le remplacement du suppléant ainsi devenu membre titulaire, est assuré

¹ Articles L2122-18 et L5211-9 du CGCT.

² CAA Lyon, 20 novembre 2003, Département du Rhône, req. n°98LY00755.

³ Article L2121-22 du CGCT.



par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après le dernier membre suppléant retenu.

Il est procédé au renouvellement intégral de la Commission lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Article 2. Membres à voix consultative

Lorsqu'ils y sont invités par le/la président(e) de la commission, peuvent participer aux réunions de celle-ci :

- Le comptable de la collectivité (Trésorier Municipal)
- Le représentant du ministre en charge de la concurrence (Direction Départementale de la Protection des Populations - DDPP)

Ces derniers participent avec voix consultative.

Leurs observations éventuelles sont consignées au procès-verbal.

Selon les cas, peuvent également participer à la commission, avec voix consultative :

1. Les agents de la direction déléguée des achats et de la commande publique en ce qu'ils sont compétents en matière de marchés publics ou de concessions y compris les délégations de service public
2. Les agents des directions compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation
3. Le maître d'œuvre chargé du suivi de l'exécution des travaux ou de la prestation, objet de la consultation (pour les marchés)
4. Tout assistant à la maîtrise d'ouvrage chargé d'accompagner la définition des besoins et l'analyse des offres
5. Des personnalités désignées par le/la président(e) de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché ou de la concession.

Néanmoins, il est impossible de nommer un membre du conseil ou de l'assemblée délibérante au titre des personnalités désignées par le/la président(e) de la Commission⁴.

⁴ Cf réponse ministérielle n°44524 : JOAN Q 5 mai 2009, p. 4315.

TITRE II : COMPETENCE DE LA CAO

Article 3. Attribution des marchés publics.

Conformément à l'article L1414-2 du CGCT, seuls sont soumis à passage en CAO, les marchés publics passés selon une procédure :

- Formalisée
- ET dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens.

Les deux critères cumulatifs suivants sont donc exigés.

Article 3.1 Procédure formalisée.

Les procédures formalisées sont au nombre de trois :

- Appel d'offres
- Procédures avec négociation
- Dialogue compétitif.

Article 3.2 Seuils européens

Pour information, les seuils des marchés et contrats publics sont actualisés tous les deux ans par la Commission Européenne.

Pour les marchés remplissant ces deux critères cumulatifs, la commission d'appel d'offres, choisit un attributaire pressenti, sous réserve que celui-ci justifie remplir les conditions de participation imposées et ne faire l'objet d'aucune interdiction de soumissionner, imposées par le Code de la Commande Publique.

C'est la décision du pouvoir adjudicateur qui lui attribue ensuite le marché.

Article 4. Avis sur avenant à un marché public.

En vertu de l'article L1414-4 du CGCT, tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation de son montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la commission d'appel d'offres. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la commission d'appel d'offres lui est préalablement transmis.

Toutefois, ces dispositions ne sont applicables que lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui sont eux-mêmes soumis à la commission d'appel d'offres.

TITRE III : COMPETENCE DE LA CDSP

Article 5. Compétences

Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission :

- Analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

- Émet un avis sur les offres initiales.

D'autre part, en vertu de l'article L.1411-6 du CGCT, tout projet d'avenant à un contrat de concession, entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %, est soumis pour avis à la Commission de délégation de service public, préalablement au vote de l'assemblée délibérante.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut, en vertu de l'article L.1411-5 du CGCT, organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique.

TITRE IV : COMPETENCE DE LA CC

Article 6. Compétences

Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission :

- Analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers.



- Émet un avis sur les offres initiales.

D'autre part, tout projet d'avenant à un contrat de concession, entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %, est soumis pour avis à la Commission des concessions.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer le contrat, peut, en vertu de l'article L.1411-5 du CGCT, organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique.



TITRE V : FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS **(CAO, CDSP ET CC)**

Article 7. Convocation

Les convocations, signées par le/la président(e) de la Commission, sont adressées par voie électronique à tous les membres élu(e)s de la Commission, au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Est joint à la convocation l'ordre du jour prévisionnel de la réunion.

Certaines affaires peuvent être supprimées jusqu'à la tenue de la réunion.

En cas d'urgence, si la Commission l'accepte à la majorité, des affaires n'ayant pas été prévues dans l'ordre du jour prévisionnel peuvent toutefois être présentées (disposition uniquement applicable à la CAO).

Article 8. Quorum

Le quorum doit être atteint pour que la Commission puisse valablement se réunir dans le cadre de ses compétences.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents, à savoir 3 élu(e)s a minima plus le/la président(e), soit 4 membres au total.

En l'absence du/de la Président(e) de la Commission ou de son/sa suppléant(e), la réunion ne peut pas avoir lieu.

Afin de permettre la bonne tenue des commissions, les membres à voix délibérative devront confirmer ou infirmer leur participation à la Commission au plus tard 24h avant celle-ci.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée avec un délai de convocation de deux jours francs au moins avant la date prévue de la réunion. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Article 9. Remplacement provisoire d'un membre élu(e) de la Commission.

Si l'un des titulaires ne peut être présent, il peut être remplacé par l'un des suppléants membres de la Commission.

Il est demandé aux titulaires de s'organiser avec les suppléants issus de leur liste pour assurer la représentation de celle-ci.

Au sein d'une même liste, les suppléants ne sont pas affectés à un titulaire.



La présence de membres de la commission suppléants à voix délibérative n'est pas incompatible avec celle de membres titulaires, pour autant que celle-ci n'aboutisse pas à un surnombre, c'est-à-dire que siège un nombre de membres supérieur à celui fixé à l'article L1411-5 du CGCT⁵.

Article 10. Remplacement provisoire du/de la président(e) de la Commission.

La présence du/de la président(e) est indispensable à la tenue de la Commission.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, seul son suppléant, désigné par arrêté, peut le remplacer.

A défaut, la Commission devra être reportée.

Article 11. Tenue des Commissions à distance.

Les délibérations de la Commission peuvent être organisées à distance, conformément à l'article L. 1414-2 CGCT, dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

Article 12. Procès-verbal.

Un procès-verbal des réunions de la Commission est dressé et soumis à l'approbation des membres ayant voix délibérative présents, ainsi qu'aux comptable public/que et représentant(e) du Ministre en charge de la concurrence lorsqu'ils/elles sont présent(e)s.

Le secrétariat de la séance est assuré par un agent de la direction déléguée des achats et de la commande publique.

Article 13. Confidentialité

Les membres de la Commission ainsi que toute personne invitée à y participer sont tenus à une stricte confidentialité concernant les informations dont ils sont destinataires et aux débats auxquels ils participent. Les Rapports d'Analyse ne doivent pas être communiqués.

Article 14. Réunions non publiques

Les réunions des commissions ne sont pas publiques. Les candidats ne peuvent donc pas y assister.

⁵ Cf' Conseil d'État, 13 mars 1998, Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable du pont du Gard, req. 173325.



Article 15. Prévention des conflits d'intérêt

De façon générale, les personnes titulaires d'un mandat électif local « *exercent leurs fonctions avec dignité, probité et intégrité et veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts* »⁶.

Le conflit d'intérêt est défini comme « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction* »⁷ et, plus précisément en matière de marchés publics et de concessions, « *toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché [ou de la concession] ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché [ou de la concession]* »⁸.

En outre, il est expressément prévu par le CGCT que, lorsqu'une société d'économie mixte locale (SEML) est candidate à l'attribution d'un marché public, ne peuvent participer à la Commission :

- les élus locaux agissant en tant que mandataires des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du conseil d'administration ou de surveillance de ces SEML,
- et ceux exerçant les fonctions de membre ou de président du conseil d'administration, de président-directeur général ou de membre ou de président du conseil de surveillance.

Ainsi, dès réception de l'ordre du jour et, au plus tard, avant chaque séance de la Commission, tous les membres amenés à donner un avis sur les dossiers doivent déclarer :

- si, à leur connaissance, ils se trouvent en situation de conflit d'intérêts au regard de la procédure de passation de marché public concernée ;
- si des circonstances sont susceptibles de les placer à court terme en situation de conflit d'intérêts⁹.

Dans ces cas, le/la président(e) de la Commission veille à ce que le membre concerné ni ne participe aux débats ni ne vote sur la procédure le plaçant ou susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts.

⁶ Article 1^{er} de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

⁷ Article 2 de la loi n° 2013-907 précitée.

⁸ Article L2141-10 CCP et L3123-10 du CCP.

⁹ Article L1524-5 du CGCT et dans les conditions prévues aux articles L. 1411-1 à L. 1411-19 du CGCT.



Article 16. Dispositions spécifiques aux jurys (pour les procédures de marchés publics uniquement)

Pour certaines procédures (concours et, dans certains cas, marchés globaux), la réunion d'un jury est obligatoire.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux jurys sous réserve des spécificités ci-dessous :

Conformément à l'article R. 2162-24 du code de la commande publique, les membres élu(e)s de la commission d'appel d'offres font partie de ce jury.

Le/la président(e) de la CAO, qui n'en est pas un membre élu(e), pourra faire partie du jury, le présider et être chargé de nommer les membres du jury autres que les membres élu(e)s de la CAO.

La présidence du jury revient de droit au/à la président(e) permanent(e) de la CAO, ou son/sa suppléant(e), représentant(e) de l'exécutif avec possibilité, toutefois, de désignation par arrêté d'un(e) Président(e) et d'un(e) suppléant(e) spécifique sur une affaire donnée.

La collectivité aura le choix de recourir, soit à la Commission d'Appel d'Offres permanente, soit à une Commission d'Appel d'Offres spécifiquement élue pour l'opération concernée.

Article 17. Adoption du règlement intérieur et modifications

Le présent règlement intérieur est adopté par délibération en Conseil Municipal et pourra être modifié dans les mêmes formes.